



CTSD du 24 juin 2022

Déclaration liminaire de la FSU26

Beaucoup d'observateurs de la vie de l'éducation nationale ont commenté la nomination de Pap Ndaye comme un signal politique envers les personnels pour, au moins symboliquement, « tourner la page » du personnage Blanquer, tant celui-ci était largement conspué par les personnels.

Pour autant, la FSU ne se contentera pas de vagues promesses ou de symboles de rupture, il faut des actes, maintenant.

Actes d'autant plus attendus à l'issue d'élections législatives sanction d'une gouvernance aveugle, antisociale, autoritaire et même violente dont JM Blanquer était un symbole. D'ailleurs, pour sa première confrontation avec le verdict des urnes, celui-ci a été renvoyé à ses études universitaires, et encore par piston !

Au-delà du changement de ministre, s'il fallait résumer par quelques mots-clés le quinquennat passé pour l'éducation nationale, viendraient à l'esprit d'une grande majorité de personnels ceux de « désorganisation », « mépris », « saccage », « fiasco », « chaos » même...

Ce ne sont pas de simples mots : ceux-ci sont l'expression de l'empêchement de bien faire son travail, la négation des professionnalités, la dégradation des conditions de travail, les pertes de sens auxquels les personnels sont confrontés depuis cinq ans et qui se concrétisent dans l'explosion des demandes de ruptures conventionnelles.

Toutes les politiques publiques menées lors du précédent quinquennat n'ont été pensées que par le biais d'économies de moyens.

L'Education n'échappe pas à la règle si bien que nous nous retrouvons ce jour en CTSD d'ajustement de Carte scolaire 1^{er} degré rentrée 2022 avec un certain nombre de besoins d'ouverture de classes, sans les moyens nécessaires qui les permettront tous.

A moyens constants, le dédoublement des classes de GS-CP-CE1 en REP et la limitation à 24 en GS-CP-CE1 hors REP est supportée par les écoles. Les niveaux non limités se retrouvent mathématiquement surchargés avec des classes à 30 pour certains !

La situation des RASED doit également vous alerter. A la rentrée, tous les postes ne seront pas pourvus et une vague de départs à la retraite est annoncée d'ici deux ans. Il est urgent de faire partir des personnels en formation spécialisée notamment des enseignants RASED et des psychologues.

Il faut aussi admettre que la COVID avait bon dos pour justifier les problèmes de remplacements que nous avons connus cette année. Même hors pandémie, de nombreux élèves ont raté des jours de classes car notre institution est incapable de pourvoir des remplaçants en nombre suffisant. Il manque des moyens : rappelons que 11 postes de TR ont été récupérés en 2019 pour les dédoublements des classes, et il est même inacceptable que des TR soient bloqués sur des postes à l'année. Chacun a pu constater que cette année la CDR n'a pas résolu les problèmes de remplacement dans notre département. Pire, les parents et les enseignants savent maintenant que quand un enseignant est absent, il faut se débrouiller : personne ne viendra.

L'heure est à rompre complètement avec le cours de la politique éducative menée depuis cinq ans. Il faut réparer, et urgemment ! Il faut rompre avec le cynisme qui consiste à prétendre

réformer contre les personnels en créant les conditions du chaos pour justifier telle ou telle posture idéologique.

Une preuve par l'image ? L'annonce d'une généralisation de l'expérimentation à Marseille que le président de la République dicte à notre nouveau ministre qui n'est que la mise en concurrence des écoles pour l'attribution de moyens, le démantèlement du système de nomination des personnels, la création d'un nouvel échelon hiérarchique et ouvrirait la voie à une possible adaptation locale des contenus scolaires...

Il est urgent aussi d'en finir avec l'obsession de la politique non-salariale menée avec un dogmatisme acharné lors du précédent quinquennat. Le gel de la valeur du point d'indice, le décalage des mesures générales de carrière liées à PPCR, ont abouti à renouer avec la logique de tassement des carrières et de pertes structurelles de pouvoir d'achat.

La FSU réaffirme que tous les personnels de tous les métiers doivent être reconnus à la hauteur que commande la dignité de leur travail et l'engagement pour le service public et l'intérêt général qui est le leur. Ceci signifie d'en finir avec les politiques visant à distribuer à quelques-uns, sous forme de primes, de prétendues revalorisations historiques, quand l'heure est plus que jamais à des mesures de revalorisation générales, indiciaires et de carrières. Il faut revaloriser point d'indice et les grilles indiciaires...

Comment s'étonner avec une telle politique menée pendant 5 ans de la chute vertigineuse de l'attractivité de nos métiers, au point que la rentrée 2022 menace de se dérouler dans une double insuffisance d'effectifs de personnels : l'insuffisance liée aux conséquences des suppressions de postes tout au long du quinquennat, et celle résultant d'un nombre de recrutements très inférieur aux possibilités. L'effondrement attendu du nombre d'admis aux concours de l'enseignement pour cette session, dans la droite ligne des précédentes, témoigne du désintérêt des étudiants pour nos métiers dont le rôle social reste crucial pour former, émanciper et qualifier la jeunesse. Les conséquences sont déjà bien visibles sur le terrain, des remplacements ne sont plus assurés faute de personnels titulaires ou non. Pour la FSU, aucun stagiaire ne doit être à temps plein devant les élèves, des listes complémentaires aux concours sont à établir, une nouvelle session exceptionnelle à la rentrée est impérative comme les prérecrutements dès la licence dans le cadre d'un plan pluriannuel de recrutement. Les viviers existent et une politique d'aide aux formations des AED doit être urgemment mise en place.

M. le DASEN, vous l'aurez compris, pour la FSU, face un état d'urgence dans l'Éducation Nationale, tant pour les élèves que pour les personnels, il est indispensable de prendre rapidement des mesures à la hauteur des enjeux. Cela passe, en urgence, par la mise en œuvre d'un collectif budgétaire en vue de la rentrée 2022, mais également sur le plus long terme par une programmation budgétaire pluriannuelle à la hauteur des enjeux de réparation du système éducatif et de revalorisation de ses métiers et des carrières des personnels qui les exercent.